

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON SAS

50 rue Madame de Sanzillon
92110 Clichy

Références : IC-R/056/25-BV/SF
Code AIOT : 0003801746

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON SAS implanté ... 60130 Catillon-Fumechon. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON SAS
- ... 60130 Catillon-Fumechon
- Code AIOT : 0003801746
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Catillon-Fumechon est autorisé par arrêté préfectoral du 30 novembre 2021. L'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2023 modifie les caractéristiques des éoliennes.

Le parc éolien relève de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est constitué de six machines Siemens-Gamesa SG 132-97 d'une puissance unitaire de 3.65 MW et de deux postes de livraison sur le territoire de la commune de Catillon-Fumechon.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Protection des sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Période du chantier	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.8.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 1.3	Sans objet
2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article II. 1	Sans objet
3	Protection des chiroptères / avifaune	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.3	Sans objet
4	Protection des enjeux écologiques existants	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.1	Sans objet
6	Période du chantier	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.3	Sans objet
7	Organisation du chantier	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article II. 4.4	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les divers acteurs liés à la construction du parc éolien de Catillon-Fumechon sont sensibilisés à la protection de l'environnement. Les aménagements de voiries, les plateformes d'implantation des éoliennes sont correctement dimensionnées. La signalisation du chantier est bien visible.

La gestion des déchets est organisée sur la base vie. Seuls les merlons de terre nécessaires au réaménagement final sont stockés à proximité des plateformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Localisation des installations
Prescription contrôlée : Les parcelles autorisées sont situées sur la commune, parcelles suivantes : Commune Catillon Fumechon. E1 : X : 655926, Y : 6937832 ; E2 : X : 655952, Y : 6937527 ; E3 : X : 655977, Y : 6937225 ; E4 : X : 656023, Y : 6936670 ; E5 : X : 656050, Y : 6936355 ; E6 : X : 656076, Y : 6936040 PDL1 : X : 655982, Y : 6936529 ; PDL2 : X : 655992, Y : 6936532.
Constats : La visite de terrain a permis de contrôler l'emplacement de l'éolienne E1 à l'aide du GPS du téléphone de l'inspection. Les coordonnées Lambert RGF 93 correspondent à la localisation de l'implantation de la machine. Le contrôle de l'implantation du poste de livraison (PDL1) et de l'éolienne E6 réalisé à l'aide du logiciel Tool Online confirme le positionnement précis des installations sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article II. 1
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques des installations
Prescription contrôlée : Installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations autorisées présentent les caractéristiques suivantes : - hauteur maximum au moyeu : XX mètres ; - hauteur maximum en bout de pale : 164,5 mètres ; - puissance maximale unitaire : 3,65 MW ; - puissance totale maximale installée : 21,9 MW ; - nombre d'aérogénérateurs : 6.
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2023 modifie les caractéristiques des machines initialement présentées.</p> <p>Le pétitionnaire installe des éoliennes Siémons-Gamesa type SG132T97.</p> <p>Les caractéristiques des machines sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hauteur maximale en bout de pale : 163 m • diamètre du rotor : 132 m • hauteur au moyeu : 97 m • garde au sol : 31 m • puissance unitaire : 3.65 MW • puissance du parc : 21.9 MW <p>Les caractéristiques mentionnées ci-dessus correspondent à la demande de modification du projet envoyée par courrier en date du 10 mars 2023. Elle n'a pas été reprise dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des chiroptères / avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.3
Thème(s) : Autre, Protection des chiroptères / Avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le respect des mesures prescrites dans l'arrêté fait l'objet de la vérification par un écologue. Le rapport de l'écologue est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bureau d'études ALCED'O Environnement a été missionné pour réaliser la vérification de l'absence de nidification d'oiseaux protégés.</p> <p>Le chantier étant susceptible de démarrer en mai 2024, la première vérification a été réalisée le 28 mars 2024. Le parc est situé en zone de grandes cultures exemptes de haies ou de boisements</p>

à proximité immédiate des zones d'implantation des éoliennes.

Une synthèse des observations sur la zone de travaux et dans un secteur plus large permet de mettre en évidence le cantonnement et la nidification possible d'oiseaux protégés (alouette des champs, bruant proyer).

Vu cette première sortie tôt en saison, aucune nidification n'était en cours. Vu la présence de colza, favorable à certaines espèces pour la nidification, le bureau d'études recommande de girobroyer les futures zones de travaux.

Une seconde sortie d'observation de l'avifaune a été réalisée le 04 avril 2024. Aucun enjeu particulier en terme de nidification n'a été détecté au cours de la visite.

Les sorties du 11, 18 et 25 avril 2024 concluent à aucun enjeu particulier en terme de nidification.

Les 02 et 17 mai 2024, la récurrence des observations de busard saint martin fait suspecter la nidification d'un couple au Sud-Est du parc à 800 mètres de E6.

Sur les 11 visites hebdomadaires réalisées du 23 mai au 18 juillet 2024, aucun comportement "reproducteur" n'a été observé.

Le suivi réalisé avant et pendant le chantier de mars à août 2024 a permis de mettre en évidence l'absence d'enjeux floristique et avifaunistique au niveau des futures zones de travaux.

Aucune mesure particulière n'a été préconisée compte tenu de l'absence de nidification. Le chantier n'a pas connu d'interruption, ce qui a permis d'éviter tout cantonnement d'individus nicheurs pendant ce temps.

Un tableau en annexe du rapport du bureau d'études recense les espèces observées dans l'aire d'étude avec les statuts réglementaires et les degrés de vulnérabilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des enjeux écologiques existants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.1

Thème(s) : Autre, Protection des enjeux écologiques existants

Prescription contrôlée :

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du

calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour, cela l'exploitant réalise en concertation avec un écologue, une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation et communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale. Lors de la phase chantier, les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies doivent être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...). Enfin, les milieux sont restaurés dans leur état écologique initial après chantier à l'exception des aménagements permanents liés à l'exploitation.

Constats :

Le parc éolien de Catillon-Fumechon est situé en zone de grandes cultures. Aucun boisement ou espace favorable à l'avifaune et ou chiroptères n'est situé à proximité du chantier.

Le rapport EXP-24-001 - septembre 2024, du bureau d'études ALCED'O Environnement ne préconisait aucune mesure particulière pour le déroulement du chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.2

Thème(s) : Autre, Protection des sols et des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations.

[...]

Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence (par exemple les aires de grutage des éoliennes). L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux et dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

[...]

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, la zone concernée par l'incident est traitée, sans délai, par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité elles sont

<p>évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de prendre toutes les mesures pour protéger les sols et les eaux souterraines, l'exploitant a aménagé une zone de chantier de 10 mètres sur 5 sur laquelle a été disposée une géomembrane. Cette zone est située sur un pan coupé au niveau de l'éolienne E4.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection les bordereaux d'élimination des déchets lorsque cet espace sera remis en état après la mise en place des machines.</p> <p>Un plan d'assurance environnementale sera réalisé avec l'entreprise qui assure le montage des machines, afin d'assurer le respect des mesures de protection du sol et des eaux souterraines.</p> <p>Ce plan sera communiqué à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le maître d'ouvrage communiquera le plan d'assurance environnementale rédigé avec l'entreprise qui assure le montage des machines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Période du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Période du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il convient, dans la mesure du possible d'effectuer les travaux au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage.</p> <p>Les travaux de terrassement sont effectués en dehors de la période de nidification des nicheurs précoces, soit entre début août et fin février. Si cette mesure n'est pas réalisable et que les travaux doivent commencer pendant la période de nidification, l'exploitant vérifie avant le démarrage des travaux s'il y a présence d'oiseaux nicheurs.</p> <p>Pour ce faire, le passage d'un écologue sur chacun des emplacements d'éoliennes est diligenté, avec un passage réalisé avant démarrage des travaux, puis, le cas échéant, avant reprise des travaux en cas d'interruption du chantier supérieure à un délai de quinze jours pendant la période de nidification. L'espèce concernée ici est le busard cendré.</p>

Dans le cas d'une nidification avérée, les travaux sont décalés dans le temps ou l'espace afin de ne pas perturber le site de nidification.

Constats :

Le maître d'œuvre a réalisé des pistes d'accès aux implantations des machines de qualité. Une pente de 2% sur les plateformes et les zones de grutage permet d'éviter les accumulations d'eaux pluviales.

Le bureau d'études ALCED'O a réalisé des sorties sur le chantier du 01 mars au 31 juillet 2024. Il n'avait pas préconisé de mesure particulière.

Le chantier a repris le 03 février 2025. Le jour de l'inspection, seule la société ENEDIS travaillait sur les postes de livraison pour préparer les connexions réseau / machines.

La prochaine grande opération sera le montage des machines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article II. 4.4

Thème(s) : Autre, Organisation du chantier

Prescription contrôlée :

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- des réfectoires,
- des vestiaires,
- des sanitaires,
- des bureaux,
- des modules de stockage.

Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire. Les aires de stockage doivent être organisées de façon à éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

<p>La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont également stockés sur place, puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La base vie est implantée dans le bourg de la commune de Catillon-Fumechon.</p> <p>Cette base vie est équipée de plusieurs algécos (bureaux, sanitaires, réfectoire). La gestion des déchets est également réalisée sur la base vie. Trois bennes de 30 m³ permettent d'assurer le tri sélectif des déchets.</p> <p>Le maître d'œuvre assure qu'aucune base vie annexe ne s'implantera sur le chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Période du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.8.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Information sur l'avancement du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>15 jours avant le début des travaux, l'exploitant informe l'inspection des installations classées, les services de la défense et la DGAC, de la date de début et la durée du chantier, en apportant les informations afférentes à chaque éolienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées géographiques (WGS 84) ; - hauteur totale ; - altitude du terrain NGF.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 26 avril 2024, la société RWE a informé l'inspection du démarrage des travaux de chantier du parc éolien de Catillon-Fumechon.</p> <p>Le maître d'ouvrage a informé la DGAC par mail du 29 janvier 2025 en indiquant que le levage des éoliennes débutera le 03 mars 2025.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection le justificatif portant sur l'information de la DIRCAM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant communiquera à l'inspection le justificatif portant sur l'information de la DIRCAM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2.4.6
Thème(s) : Autre, Voie d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour ne pas trop empiéter sur les secteurs agricoles, les chemins existants sont utilisés au maximum et les prélèvements sur accotements sont limités au strict nécessaire. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase chantier sont remis en état lorsqu'une dégradation est constatée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc éolien est situé de part et d'autre de la route départementale 916 sur le territoire de la commune de Catillon-Fumechon.</p> <p>Le maître d'œuvre a mis en place des pans coupés pour accéder au chantier de chaque côté de la route. Ces aménagements permettent la circulation des engins en sécurité.</p> <p>Les voies d'accès sont renforcées et aménagées pour permettre le passage d'engins lourds (grue de manutention).</p> <p>Les plateformes des éoliennes sont largement dimensionnées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite